



## JANVIER 2022

### LES CSE SONT-ILS CONCERNÉS PAR LE RGPD ?

DEPUIS LE 25 MAI 2018, LE RGPD IMPOSE TOUTE UNE SÉRIE DE MESURES AUX ENTREPRISES VISANT À PROTÉGER LES DONNÉES PERSONNELLES DE LEURS SALARIÉS ET DE LEURS CLIENTS. QU'EN EST-IL POUR LES CSE ? SONT-ILS CONCERNÉS ? RISQUE-T-IL EUX AUSSI LES FOUDRES DE LA CNIL ?

#### LES CSE SONT-ILS CONCERNÉS PAR LE RGPD ?

OUI ET DÈS MAINTENANT CAR LE RGPD (RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL) EST DÉJÀ ENTRÉ EN APPLICATION LE 25 MAI 2018. IL A POUR OBJECTIF DE PROTÉGER LES DONNÉES PERSONNELLES DES PERSONNES PHYSIQUES COLLECTÉES PAR LES ENTREPRISES OU LES PROFESSIONNELS. LES CSE, PERSONNE MORALE (ENTREPRISE DE 50 SALARIÉS ET PLUS), DOIVENT RESPECTER LE RGPD (PAR EXEMPLE POUR LA GESTION DES ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES, LES CSE COLLECTENT ET TRAITENT LES DONNÉES PERSONNELLES). A NOTER QUE DE MANIÈRE PLUS INDIRECTE, LE RÔLE DES MEMBRES DU CSE PEUT S'ÉTENDRE, DANS LE CADRE DE LEURS PRÉROGATIVES GÉNÉRALES, AU CONTRÔLE DU RESPECT PAR L'ENTREPRISE ELLE-MÊME DU RGPD. NE SERAIT-CE QUE DANS L'INTÉRÊT DES SALARIÉS QU'ILS REPRÉSENTENT ET DES CONSÉQUENCES POSSIBLES SUR L'EMPLOI SI L'ENTREPRISE VENAIT À ÊTRE LOURDEMENT CONDAMNÉE...

#### POURQUOI SE METTRE EN CONFORMITÉ ?

D'ABORD IL NE FAUT PAS VIVRE LE RGPD COMME UNE CONTRAINTE MAIS COMME UNE OCCASION DE RESPECTER LA VIE PRIVÉE DES SALARIÉS. ENSUITE, IL FAUT ÉVITER D'ÊTRE EN INFRACTION AU REGARD DU RGPD QUI PRÉVOIT PLUSIEURS NIVEAUX DE SANCTIONS.

#### COMMENT PASSER À L'ACTION ?

EN NOMMANT UN DATA PROTECTION OFFICER (D.P.O. OU DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES), LE CHEF D'ORCHESTRE DE TOUTE LA DÉMARCHE DE MISE EN CONFORMITÉ AU RGPD, LE CSE POURRA COMMENCER SA MISE EN CONFORMITÉ. LE D.P.O. PEUT ÊTRE INTERNE OU EXTERNE (PROFESSIONNEL EXPÉRIMENTÉ). LE D.P.O. SE CHARGERA DE CARTOGRAPHIER OU RECENSER LES TRAITEMENTS DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL. LE D.P.O. SE CHARGERA ÉGALEMENT D'ÉTABLIR UN REGISTRE DE TRAITEMENT QUI EST UN DOCUMENT OBLIGATOIRE. EN CAS DE CONTRÔLE DE LA PART DE LA CNIL, LE REGISTRE DE TRAITEMENT SERVIRA DE MOYEN DE PREUVE DE CONFORMITÉ. S'EN SUIT, LA SÉCURISATION DES DONNÉES EN METTANT EN ŒUVRE LES MOYENS TECHNIQUES ET L'ORGANISATION APPROPRIÉS POUR LES PROTÉGER. SANS OUBLIER, L'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNÉES. EN EFFET LES SALARIÉS, LES ANCIENS SALARIÉS ET LES MEMBRES DE LEUR FAMILLE... DOIVENT ÊTRE INFORMÉS DE TOUS LES TRAITEMENTS DE LEURS DONNÉES PERSONNELLES ET DOIVENT POUVOIR EN OBTENIR LA RECTIFICATION OU MÊME S'Y OPPOSER. LA MISE EN CONFORMITÉ REQUIERT DE REVOIR LA POLITIQUE DE STOCKAGE ET LA DURÉE DE CONSERVATION DES DONNÉES. ELLE DEMANDE ÉGALEMENT DE REVOIR LES CONTRATS AVEC LES SOUS-TRAITANTS, DE METTRE À JOUR LE SITE WEB ET DE METTRE EN PLACE UNE PROCÉDURE EN CAS DE VIOLATION DE DONNÉES.

**EN CONCLUSION :** LE CSE EST DOUBLEMENT CONCERNÉ PAR LE RGPD ET SA MISE AUX NORMES REQUIERT UN TRAVAIL IMPORTANT ET PRÉCIS D'IDENTIFICATION ET DE CARTOGRAPHIE DES TRAITEMENTS. AU REGARD DE SA COMPLEXITÉ, IL EST PRÉFÉRABLE ET PLUS PRUDENT DE FAIRE APPEL À UN PROFESSIONNEL QUI POURRA PAR LA SUITE FORMER LES MEMBRES DU CSE ET SES ÉVENTUELS SALARIÉS

## DERNIÈRES ACTUALITÉS

PAR DÉCISION DU 13 JANVIER 2022, LA FORMATION RESTREINTE DE LA CNIL A CLÔTURÉ L'INJONCTION PRONONCÉE À L'ENCONTRE DE LA SOCIÉTÉ N LE 8 DÉCEMBRE 2020.

LE 8 DÉCEMBRE 2020, CONSIDÉRANT QUE LA SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA PRÉPARATION ET LA LIVRAISON DE REPAS À DESTINATION D'EMPLOYÉS DE BUREAUX AVAIT MANQUÉ À PLUSIEURS OBLIGATIONS PRÉVUES PAR LE CODE DES POSTES ET DES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES (CPCE) ET LE RGPD, LA FORMATION RESTREINTE DE LA CNIL LUI AVAIT ENJOINT DE SE METTRE EN CONFORMITÉ ET EN PARTICULIER :

- DE JUSTIFIER DE LA SUPPRESSION DE L'ENSEMBLE DES DONNÉES PERSONNELLES ANTERIEUREMENT COLLECTÉES SANS LE CONSENTEMENT DES PROSPECTS (INJONCTION EN LIEN AVEC LE MANQUEMENT À L'OBLIGATION DE RECUEILLIR LE CONSENTEMENT DE LA PERSONNE CONCERNÉE PAR UNE OPÉRATION DE PROSPECTION DIRECTE AU MOYEN D'UN SYSTÈME AUTOMATISÉ DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES - ARTICLE L 34-5 DU CPCE) ;
- DE SATISFAIRE AUX DEMANDES DE DROITS D'ACCÈS EN COMMUNIQUANT COPIE DE L'ENSEMBLE DE LEURS DONNÉES PERSONNELLES DÉTENUES AUX DEMANDEURS, AINSI QUE LES INFORMATIONS RELATIVES À LA SOURCE DE LEURS DONNÉES (INJONCTION EN LIEN AVEC LE MANQUEMENT À L'OBLIGATION DE RESPECTER LE DROIT D'ACCÈS - ARTICLE 15 DU RGPD) ;
- RGPD : LES SANCTIONS: SANCTIONS ENCOURUES POUR NON RESPECT DU RGPD :
  - JUSQU'À 4% DU CA ET 20 MILLIONS D'EUROS
  - JUSQU'À 300.000 € D'AMENDE ET 5 ANS DE PRISON POUR DÉTOURNEMENT DE FINALITÉ DE TRAITEMENT
- NOMBRE DE CONTRÔLES PAR AN EFFECTUES PAR LA CNIL : 300 À 400 CONTRÔLES PAR AN

**CABINET DE PARIS :**  
2, RUE DE POISSY  
75005 PARIS

**CABINET DE LOUVIERS :**  
13 BIS, RUE AU COQ  
27401 LOUVIERS

@ CONTACT@AVOCATSVMA.FR